

« CHASSE AUX SORCIERES »

Le régime du Général Augusto Pinochet s'est acquis une triste et funeste réputation : il se place désormais au premier rang des derniers bastions fascistes les plus féroces qui soient et demeurent au monde.

La cinquième session de la commission internationale d'enquête sur les crimes de la junte militaire au Chili vient de clôturer ses travaux. L'hôtel «Aurassi» a accueilli une quarantaine de délégations venues de tous les continents et parmi lesquelles ont été remarqués la présence de figures éminentes de la résistance anti-fasciste au Chili : M. Corvalan, Mmes Hortensia Bussi, Letelier (1) et des représentants des milieux politiques en exil dont le MIR (2), la Démocratie-chrétienne et le Parti socialiste. L'importance politique de cette réunion a été rehaussée par l'intervention de M. Yahiaoui, responsable exécutif chargé de l'Appareil du Parti et des personnalités attachées aux idéaux progressistes et démocratiques dans le monde dont MM. Felipe Gonzales et Olof Palme (3), et un membre du gouvernement socialiste du Viêt-Nam.

Placée sous l'égide du Parti du Front de Libération Nationale, la commission s'est réunie du 27 au 29 janvier pour étudier les dépositions accablantes de patriotes chiliens et d'experts internationaux sur les différents aspects et l'ampleur des conséquences de la dictature militaire exercée par la junte des généraux chiliens, depuis l'assassinat du président Allende.

SAIGNER UN PEUPLE

Dans un pays dont le processus de décadence économique s'accroît parallèlement à l'infiltration du grand capital monopoliste, le recours aux pratiques absolutistes et forcément impopulaires, est devenu une institution, mieux, une arme pourtant inefficace pour juguler une dette extérieure exorbitante de 5,5 mil-

liards de dollars, un chômage lancinant de un quart de la population active, et un exode forcé de plus d'un million de personnes à l'étranger. Le bilan économique de la junte coiffée par le général Pinochet, depuis septembre 1973, est des plus alarmants. Il (re)place l'économie chilienne sous l'emprise des trusts multinationaux. (4)

Les généraux dictateurs, malgré certaines divergences d'opinions internes, font cause commune quand il s'est agi de saigner un peuple et un pays gagnés à une perspective socialiste et progressiste dès l'avènement du gouvernement légal de l'Unité populaire, il y a un peu plus de quatre ans. Et ils sont aidés en cela, de près ou de loin, par des tuteurs de la lutte idéologique anti-communiste et contre-révolutionnaire, regroupés dans la sphère du monde occidental et atlantiste et en particulier dont les USA, la France, la Grande-Bretagne et certains politiciens bien «éclairés» sur le bord du Rhin. En Allemagne fédérale, le soutien au général Pinochet vient surtout des magnats de la grande industrie et d'un certain Franz-Josef Strauss, leader de la C.S.U. bavaroise (5), qui vient de faire récemment un voyage spectaculaire à Santiago en guise de défi à la communauté internationale solidaire des dernières résolutions de l'ONU sur la répression et les droits de l'homme au Chili. Mais M. Strauss n'est pas à sa première «ouverture» scandaleuse et répugnante en direction de régimes totalitaires. Ses liens personnels avec les dirigeants de l'Afrique du Sud raciste et l'Etat hébreu sioniste, sont bien connus. Ce sont précisément ces deux pays qui, selon M. Corvalan, à son passage à Alger, viennent au premier plan

du soutien extérieur. De France, un nouvel adepte de la junte de Santiago et des racistes de Johannesburg s'est fait connaître sans bavures, en la personne de l'ancien ministre M. Tixier-Vignancourt.

La répression policière telle que l'exerce la corporation de bourreaux dont quelques éléments reçoivent les rudiments de leur savoir-faire quelque part dans un canton suisse, a connu elle aussi une évolution. Par souci réformatrice et de perspicacité, la police politique qu'était la DINA est devenue le Centre national d'information (CNI), succursale de surveillance et de contrôle très étroit de la vie politique chilienne. Et pour mieux investir en toute quiétude contre le vaste mouvement anti-fasciste que les forces démocratiques tentent de développer et de consolider à travers le pays, les autorités militaires sont allées jusqu'à tourner le dos à l'ONU en refusant l'accès à leur territoire à l'équipe d'experts de la Commission dirigée par M. Hans Goran-Frank le 16 janvier dernier. Et pour se donner une bonne conscience face au mouvement de pressions internationales, on organise un référendum fantochisé qui se voulait avaliser le principe de non-immixtion de l'étranger sur le royaume de la brutalité policière.

Sous prétexte de contenir, voire de briser l'influence communiste au Chili, les généraux, exception faite de quelques rares récalcitrants non-conformistes comme le général Leigh (6), ont développé une formidable machine à réprimer, torturer et assassiner avec le maintien d'un état d'urgence. «Institutionnalisé» et rendu plus «sélectif» le mécanisme de coercition a contribué à une triste performance : les données